

# ANARCHO SYNDICALISME !

ISSN 1240-0009  
CCPAP 0926 S89086

*Oui mais, ça branle dans le manche, les mauvais jours finiront, et gare à la revanche, quand tous les pauvres s'y mettront ...*

## **Edito**

- Que faire de 2025 ?

## **Monde du travail**

- Que l'histoire nous serve de leçon ...

## **Libre-pensée**

- Une école antirépublicaine dans le Gers ...

## **Politique**

- Les libertariens : rien de libertaire, tout de fasciste.

- CNT - AIT : Notre antifascisme est radical !

- Le RN, hier comme aujourd'hui, est le parti de la bourgeoisie .

- Le courage de la clairvoyance .

## **Solidarité**

- George Ibrahim Abdallah .

## **International**

- Soudan : ils ne sont pas rassasiés de sang !



**2 EUROS /// N°190  
JAN - FEV 2025**

**CNT AIT | RESISTANCE POPULAIRE AUTONOME**

# Que faire de 2025 ?

**P**our ce premier numéro d'Anarchosyndicalisme de 2025, nous faisons notre cette liste de bonnes résolutions des amis du Café anarchiste<sup>1</sup>. Pour essayer de mettre un peu d'espoir et de couleur dans la grisaille du quotidien, elle a été mise en page sous la forme d'un petit calendrier à imprimer et à glisser dans sa poche ou son sac, afin de noter les rendez-vous de lutte et de retrouvailles fraternelles. (le calendrier peut être téléchargé en ligne <https://le-cafe-anarchiste.info/il-y-a-100-ans-lanee-derniere-et-cette-annee> ou demandé en version papier en écrivant au journal). D'ores et déjà, nous vous donnons rendez-vous pour notre camping annuel d'été qui se tiendra du 27 juillet au 3 août dans le sud Aveyron. Vive la sociale !

## Anarchie 2025 !

On ne sait pas ce que les autoritaires vont vouloir faire pour rendre nos vies invivables. Mais pour 2025, il ne reste qu'à nous souhaiter une bonne année révolutionnaire pour l'émancipation sociale et économique !

Pour cela, que peut-on proposer ?

- En janvier, faisons une grève générale sauvage expropriatrice, pourquoi ? Parce que bosser toute une vie pour du fric, ou pour faire vivre des parasites milliardaires ou pas, ça craint. On vaut mieux que ça ! On n'a qu'une vie ! Sinon, organisons nous 1 heure de travail en moins par jour, en trouvant des subterfuges avec les collègues, conspirons contre le capitalisme...
- En février, abolissons l'État et toutes les autorités politiques, économiques ou morales et instaurons au pire une « démocratie directe », au mieux l'anarchie ! Sinon, Tractons et collons des affichettes révolutionnaires contre ce monde autoritaire...
- En mars, recensons nos besoins essentiels d'existence et réorganisons les moyens de production à tous les niveaux. Libérons-nous du capitalisme ! Sinon, recensons l'existant là où on vit et préparons un avenir sans eux...
- En avril, pratiquons l'entraide internationale avec toutes les populations désirant se libérer du joug capitaliste et étatiste. Soyons solidaires et courageux !
- En mai, fais ce qui te plaît, mais participe à l'instauration du communisme anarchiste ou du collectivisme libertaire selon les contextes économiques et sociaux locaux. Sinon, créer des associations locales d'entraide et de lutte...
- En juin, recréons des liens au niveau international afin d'aider à renforcer les zones libérées du joug capitaliste.
- En juillet, il fait chaud, arrosons les nouvelles plantations de forêts fruitières dans les villes et dans les campagnes, profitons de ce généreux soleil et profitons de nos proches.
- En août, profitons des arts et cultures populaires et moments festifs qu'on se donnera.

### ANARCHOSYNDICALISME !

CNT/AIT , 7 rue St Rémésy, 31000 Toulouse  
contact@cntaittoulouse.lautre.net

## ABONNEMENTS

Tarif normal : 10€

Abonnement de soutien : 20€

Chèques à l'ordre de :

CDES - CCP 3087 21 H Toulouse

A l'adresse : CDES, 7 rue St Rémésy 31000 Toulouse

Pour tout problème d'abonnement :

contactez nous directement par mail à l'adresse ci dessus.

### POUR SAVOIR SI VOUS ETES A JOUR DE VOTRE ABONNEMENT :

Le numéro qui figure en bas de la bande - adresse est le dernier numéro compris dans votre abonnement. s'il est inférieur au numéro de publication qui figure sur la couverture, vous êtes en retard.  
N'hésitez pas à nous signaler toute erreur.

### REPRODUCTION DES ARTICLES

LA REPRODUCTION DE NOS ARTICLES EST LIBRE SOUS RESERVE D'ETRE  
PRECEDE DE LA MENTION :

"Anarchosyndicalisme ! 190 / JAN - FEV 2025 / cntaittoulouse.lautre.net"

ANARCHOSYNDICALISME ! publication bi-mestrielle, journal du réseau CNT-AIT  
7 rue St Rémésy 31000 Toulouse - imprimé le 16 Février 2025 sur les presses d'Axion-  
Repro 9 rue Bessières, Montauban- directeur de la publication : Entremond Nicole

**Diffusez Anarchosyndicalisme!**  
**Pour recevoir des numéros de diffusion, prenez contact avec nous.**

**Pour tout problème d'abonnement: contactez nous directement par mail:**  
**contact@cntaittoulouse.lautre.net**

**Anarchosyndicalisme! est le journal du réseau de la CNT AIT. Ce journal est rédigé, mis en page, assemblé par des militants Anarchosyndicalistes, salariés ou chômeurs, après leurs heures de travail. il ne reçoit aucune subvention.**

**Notre contact:**  
**Anarchosyndicalisme!**  
**7, rue St Remesy,**  
**31000 Toulouse**  
**tel: 05.61.52.86.48**  
**permanence tous les samedi de 17 H à 19 H**

**Mails:**  
**contact@cntaittoulouse.lautre.net**  
**montauban@cnt-ait.info**  
**perpignan@cnt-ait.info**  
**initiative.03@cnt-ait.info**  
**contact@cnt-ait.info (Paris-banlieue, nord et est de la france)**  
**essonne@cnt-ait.info**  
**https://cntait03.wordpress.com @CNTAIT (Paris)**  
**initiative cnt-ait grand ouest (Bretagne, pays de Loire) écrire à cnt-ait.info**

- En septembre, remémorons-nous l'histoire des sociétés passées, comment elles ont créé les moyens organisationnels pour nous soumettre aussi longtemps. Sinon, creusons sur cette société actuelle...

- En octobre, finissons-en avec des conflits, existant par ci par là, venant notamment de mafias (politiques, économiques, morales) locales peu contentes de ne plus pouvoir faire leur lamentable spectacle.

- En novembre, un peu de repos, car l'année a été vive ! Sinon, du repos quand vous voulez...

- En décembre, faisons un point sur l'avenir et instaurons l'an 01 du communisme-libertaire anarchiste !

Propositions +/- aléatoires, partielles et modifiables, et qui peuvent peut-être se passer tout en janvier ou à un autre moment... Mais le plus tôt est le mieux.

**<https://le-cafe-anarchiste.info/il-y-a-100-ans-lannee-derniere-et-cette-annee>**

## POURQUOI PLUSIEURS CNT EN FRANCE ?

Il existe en France plusieurs organisations qui se font appeler « CNT » : la CNT-AIT (pour vous servir), la CNT Vignoles (parce que son local parisien est situé 33 rue des Vignoles) et la CNT-SO (pour solidarité ouvrière).

Les Vignoles et SO sont issus d'une scission de la CNT-AIT qu'ils ont provoqué en 1993. Cette scission portait sur deux questions essentiellement :

- une question de stratégie : des révolutionnaires peuvent ils participer ou pas au système de gestion qu'ils entendent détruire - en participant aux élections professionnelles et aux instances représentatives ?

- et une question politique, dont finalement découle la première question : quelle est l'identité politique de la CNT ? La CNT est elle une organisation anarchiste, c'est à dire dont la finalité est l'Anarchie ?

Pour la CNT-AIT, les réponses sont simples et claires :

- Oui, la CNT-AIT est une organisation anarchiste, c'est à dire dont la finalité est l'Anarchie (que vous l'appeliez communisme libertaire, anarchisme, anarchosyndicalisme).

- En conséquence la CNT-AIT ne participe pas aux mascarades électorales (que ce soit aux élections professionnelles ou aux élections politiques, et elle ne fait aucune alliance avec les partis politiques quels qu'ils soient qu'elle rejette tous.

## « Que l’histoire nous serve de leçon : quand les travailleuses de la santé s’unissent... »

### LA PETITE HISTOIRE

Idéalement, il est attendu que lorsque les ouvrières s’organisent pour porter leurs revendications à la direction, elles visent une amélioration de leurs conditions de travail et/ou existentielles.

Dans la réalité de notre contexte historique, l’idéal et le désir d’émancipation peut prendre une drôle d’allure.

Depuis 14 ans passés à produire du soin de qualité douteuse, je n’ai jamais vu dans l’hôpital local qui m’emploie, un seul mouvement de grève suivi, ni même discuté sérieusement, tous services confondus. Pourtant les opportunités n’ont pas manqué ces dernières années (2017 et 2018 mouvements de grève importants dans les EHPAD, la psychiatrie, les urgences, puis 2023 contre la réforme des retraites.)

Quant à la possibilité de s’organiser collectivement pour dire non aux différentes pressions subies (rappel sur les jours de repos, réduction des vacances estivales posées dès janvier mais jamais validées avant mai juin, surcharge de travail, débordements de tâches, manque de moyens matériels et humains, maltraitance institutionnelle du personnel et des résidents...) la peur, la résignation et la soumission sont de mise, le personnel grogne doucement et s’exécute rapidement.

Depuis un an environ, l’équipe d’aide-soignante de l’EHPAD, dont je fais partie, a exprimé le souhait de travailler un w-end sur trois au lieu d’un sur deux actuellement. Ainsi que celui de pouvoir bénéficier plus fréquemment de deux repos consécutifs pour les agents à temps plein.

Demande tout à fait légitime qui allait permettre de pousser un débat de fond et questionner toutes les problématiques liées au travail, dans le système capitaliste, quel que soit le domaine corpo.

### LE DÉROULÉ DE L’ACTION

La réalité fut âpre.

Les discussions se sont tenues entre deux portes, en salle de pause où l’équipe n’est jamais au complet et au sein de groupes constitués sur de quelconques réseaux sociaux. Personne n’étant disponible pour un temps de réunion permettant une présence réelle et massive.

En termes d’organisation collective produisant des échanges constructifs et de prises de décisions respectant la réflexion de chacune...c’était loin d’être réjouissant.

En quelques jours, la solution qui s’est révélée évidente à cette intelligence collective fut proclamée : effectuer des journées de 12h !

Branlebas de combat pour les plus déterminées qui se penchent alors sur les plannings en vue de réaliser une trame permettant d’atteindre leur objectif. La proposition aboutie est déposée dans le bureau de la cadre, qui la recalc. A cette période, fin 2023 début 2024, le mixte des 12h le w-end et 8h la semaine, n’est pas soit disant pas réalisable, ni présentable au CTE.

Infatigables, ces collègues ont exploré, durant un an, plusieurs propositions et sont revenues autant de fois à la charge. Les réponses de la direction fluctuaient allant jusqu’à dire que le projet ne pourrait se faire qu’avec l’accord de toutes ou ne se ferait pas ! Bah voyons ! Elle se délestait ainsi de la pression en la reportant sur la frange (ultra minoritaire) des sourcilieuses récalcitrantes !

Travailler dans cette ambiance allait devenir un cauchemar. Individuellement, car il ne restait plus que cette perspective : l’autodéfense, j’ai opté pour la fuite et la demande de changement de service quelle que soit la décision finale. Ainsi ne pas subir l’irrationnel des journées de 12h, ni être le vilain petit canard faisant entrave. A ce jour je n’ai toujours pas reçu de réponse au courrier adressé à la direction générale.

Premier semestre 2024, s’est opéré un authentique jeu de navettes « propositions/corrections », la direction a baladé tout ce petit monde jusqu’à fin juin, puis a sonné la trêve estivale. Retrouvailles en septembre pour constituer un groupe de travail officiel qui allait s’exécuter désormais sous la houlette de la cadre.

Il a été, finalement, retenu une proposition de roulement incluant des w-end de 12h et de temps en temps un de 8h avec des horaires du soir et semaines en 8h. Les fiches de postes ont, également, été soigneusement rédigées par ces petites mains tellement concernées mais absolument pas rémunérées pour ce travail de RH.

### LA FIN DE L’HISTOIRE

Il y a dix jours, l’encadrement est venu présenter le projet devenu SON projet, lors d’une pause. Seules, six aides-soignantes sur dix-neuf ont eu connaissance des trames avec interdiction de prendre des photos ou de divulguer les informations. Les fiches de postes sont encore top secretes... S’en est suivi, le lendemain, un mail adressé à chacune, portant l’injonction de se positionner personnellement pour ou contre le projet, par retour de courrier, car désormais la



phase de validation va s'effectuer sur la base de la majorité. Dans la foulée, une petite visite de la CFDT (seul syndicat sur l'établissement), dans le service pour prodiguer quelques préconisations mais rien de plus et surtout pas d'opposition. Nous sommes fin janvier, les nouvelles trames doivent être effectives en mars et avec elles la nouvelle organisation du travail. Nous devons nous positionner dans l'urgence, en absence d'éléments essentiels pouvant éclairer notre consentement. Sachant que nous allons recevoir ces nouveaux plannings au 15/02 ! Ils feront l'objet d'une période d'essai de 6 mois minimum afin de bien goûter les plaisirs de ce nouveau baignoire. Période d'essai, qui, il y a tout à parier n'a pour ambition que de tester la faisabilité des 12h pour les envisager par la suite non seulement les w-end mais aussi la semaine. Période d'essai qui permettra de prouver que si les 12h sont réalisables à l'EHPAD, (service où la charge de travail est très lourde) alors elles sont transposables à tout l'établissement.

Les vacances d'été venaient d'être posées, les vies privées organisées pour la belle saison en fonction des w-end disponibles, toutes ces projections seront autant de copies à revoir dans les chaumières...

## L'ANALYSE

La compréhension et l'analyse que je peux tirer de cette situation sont entièrement biaisées par le fait que je la vive. Mon point de vue n'est donc pas objectif et impacté par mes propres émotions.

Cependant, en croisant cette réalité personnelle avec d'autres réalités dans d'autres boîtes et d'autres secteurs, il semble que l'absurdité et l'isolement soient les deux piliers contemporains qui entraînent ce type de réaction et de solution tout à fait irrationnelle, aujourd'hui dans le monde du travail.

Être plongé dans des discours contradictoires permanents, qu'ils soient de l'usine ou du quotidien, finit bien par faire des nœuds au cerveau. L'atomisation de l'organisation du travail qui a réussi à faire que les travailleurs se croisent de moins en moins, celle de nos lieux de vie qui ne sont plus que de vagues dortoirs, la disparition des services publics, notamment en milieu rural, qui étaient autant d'espaces où se croiser, se reconnaître, échanger... Notre époque fait que nous sommes le plus souvent seuls, matraqués par la pensée dominante sans lieu ni temps pour y réfléchir collectivement. Et nous finissons telles des éponges par l'absorber.

Comment alors s'étonner de voir une équipe trouver génial de travailler plus, en nourrissant l'illusion de se reposer (guère) plus. Mais surtout de travailler plus pour perdre en rémunération (moins de primes de dimanche) et rien gagner en salaire, pour perdre en santé mentale et physique (plus le corps et le mental sont contraints longtemps plus ils se

blessent), gagner en risques psychosociaux (travailler en 12h coupe complètement de la vie sociale), augmenter les faits de maltraitance et de conflit au sein des équipes, envers les résidents et aussi les familles (fatigue, charge mentale et surmenage).

Que l'histoire nous serve de leçon, travailler 12h par jour est d'un autre âge. Les luttes du passé ont permis de conquérir la journée de 8h (c'est encore trop !), une telle régression ne peut être profitable qu'à la bourgeoisie ! Elle y gagne en diminuant le nombre de travailleurs puisqu'une équipe fournit le travail de deux, en baissant d'autant ses dépenses de salaire et prime puisqu'elle ne paye pas les heures supplémentaires mais les rend en repos.

Evidemment, cette solution sert uniquement l'intérêt du capital, en rien celui du prolétariat !

Pour l'anecdote, au printemps dernier, après avoir eu recours, plus que de coutume, aux services intérimaires, la direction voyant certainement ses caisses fondre comme neige au soleil, a proposé à grand renfort de cafouillage de

**Que l'histoire nous serve de leçon, travailler 12h par jour est d'un autre âge. Les luttes du passé ont permis de conquérir la journée de 8h (c'est encore trop !), une telle régression ne peut être profitable qu'à la bourgeoisie !**

payer les journées supplémentaires et de les majorer à hauteur de 25 % pour motiver les agents à revenir et assurer ainsi les remplacements, stratégie beaucoup moins onéreuse. La journée travaillée payée n'est pas rendu en repos, elle revient à perdre un RTT. Il y a donc moins besoin de personnel et cela coûte nettement moins cher que la

solution des intérimaires extérieurs. L'auto remplacement à prix discount !

Par principe, le repos ne s'achetant pas plus qu'un œil ou un bras, il a été demandé une autre formule. L'agent doit pouvoir récupérer sa journée, majorée de 25 % de temps supplémentaire, et ce dans un délai décent. La réponse pris son temps mais revint inébranlable : cela n'était pas légal... La CFDT a bien sûr appuyé la direction histoire de ne plus revenir sur ce sujet. Cela est entendu, ne plus revenir !

## L'ACTION DES OPPOSANTES

Au début de l'histoire, les leviers vis à vis de l'équipe ont été de démontrer les risques cités précédemment. Puis plus récemment de dénoncer que la réalité ne sera pas un w-e sur trois puisqu'il s'agit de faire dans le mois deux w-end de 12h et un du soir en 8h. Le bénéfice se résume à obtenir deux w-end consécutifs non travaillés de temps en temps. Avec une forte probabilité d'être appelé en cas d'arrêt. De surcroît, il y aura moins de repos en semaine puisque entre les deux w-end libérés les agents à temps plein travailleront systématiquement 5 jours consécutifs ! (configuration classique partout mais vraiment improbable et invivable, sur le long terme, à l'hôpital). Le rythme va être complètement déséquilibré, donc rendre le travail encore plus nuisible. Le

## 6●●●●●Monde du travail●

bénéfice pour la vie sociale et familiale est inexistant mais son risque aggravé !

Rien n'y fait, si le doute commence à s'immiscer dans les certitudes, il n'atteint pas le consensus. De plus l'urgence du mail invitant à se positionner tout de suite maintenant risque bien de plier l'affaire.

L'équipe compte 19 aides-soignantes, à ce jour, trois sont peu favorables mais prêtes à essayer, deux tout à fait défavorables mais refusent tout rapport de force avec la direction, donc subiront. Une affirmant un refus catégorique depuis le début avec demande de changement de service ou de poste et un rappel à la direction des textes émanant de ses propres institutions !

-Études publiées par l'INRS (cette institution n'héberge pas d'affreux gauchistes adeptes du sabotage ...) file:///C:/Users/Utilisateur/Desktop/travail%20en%2012h/tp18.pdf

-[https://www.apmnews.com/documents/201604130918240.Guide12H\\_v2016-03-31.pdf](https://www.apmnews.com/documents/201604130918240.Guide12H_v2016-03-31.pdf)

Si ce projet voit le jour prochainement comme cela semble se dessiner et en absence de réponse et proposition pour les non-volontaires que restera-t-il de possible ? Emmerder ces

patrons, par définition, voyous ! Autant qu'eux même peuvent nous pourrir la vie ! Il ne restera plus qu'à embaucher à l'heure convenue et cesser le travail 8h heures plus tard. S'armer d'un bon bouquin pour ne pas perdre son temps les 4h restantes. Ainsi ne pas tendre la perche de l'abandon de poste tout en les obligeant à sortir au plus vite de leur mutisme.

### CONCLUSION

**Bien sûr nous ne sommes pas que des victimes et le combat durera tant qu'il le faudra !**

**Car si nous avons à revendiquer des besoins légitimes pour améliorer notre quotidien à court terme, nous ne pouvons pas nous satisfaire de quelques miettes et encore moins de miettes empoisonnées !**

**Pour cela, il nous faut réinvestir des espaces où se rencontrer, parler politique et s'organiser pour défendre réellement nos intérêts de classe, faire front et riposter à cette propagande ultra libérale mortifère. Afin d'envisager une société politiquement, économiquement et socialement émancipatrice pour toutes et tous.**

---

## Une école antirépublicaine dans le Gers : L'étrange pusillanimité de l'État devant un hiatus pourtant évident

### 1. L'école Notre-Dame Bergère d'Aurenque :

Dans le département du Gers, sur la commune de Castelnaud-Arbieu, dans le hameau d'Aurenque, une école hors-contrat est ouverte depuis 2017. Cette école est dirigée par les moines-capucins d'Aurenque, qui dépendent des capucins de Morgon. Pour faire simple, ces capucins sont autonomes, quoique très proches de la Fraternité Saint Pie X (FSSPX-La Fraternité sacerdotale Saint-Pie X, nommée aussi Fraternité des apôtres de Jésus et Marie, est une société de prêtres traditionalistes voire intégristes, sans statut canonique au sein de l'Église catholique. Son but est « le sacerdoce et tout ce qui s'y rapporte »), dont ils dépendent en partie pour ordonner leurs prêtres. Mais cette proximité prend de la gîte quand la FSSPX se rapproche parfois du Vatican.

Comme le rapporte un article de La Croix<sup>1</sup>, un capucin de Morgon était l'aumônier de feu l'organisation Civitas<sup>2</sup>, dissoute pour dérive complotiste en 2023. Aurenque est le noviciat de cette "custodie", comme ils s'appellent. L'armature théologique, mais aussi plus largement politique de feu Civitas, c'est Morgon<sup>3</sup>.

Pour donner un exemple, citons ici le Père de Cacqueray :

*"La franc-maçonnerie est actuellement partout. Il ne se passe pas de semaine sans qu'un quotidien ou une revue ne consacre un dossier à ce sujet. La franc-maçonnerie a particulièrement connu*

*le devant de la scène, ces dernières années, en raison des « affaires » et scandales financiers dans lesquels des « frères » sont activement mêlés. D'un autre côté, l'évolution politique et sociale a poussé les obédiences à multiplier les interventions sur la laïcité, sur la bioéthique, sur la défense de la République, etc."*

*"Un franc-maçon qui se prétend ou se veut catholique, quelles que soient les contorsions des uns et des autres, malgré les sophismes et les rideaux de fumée, est en état de péché grave contre la foi, et à ce titre ne peut accéder à la communion. En d'autres termes, tant qu'il reste franc-maçon, il est « excommunié »."*

*"Une vision du Padre Pio (In la « Lettre aux amis de saint François » n° 20 - 19 mars 2003) «Combien de nos malheureux frères [dans le sacerdoce] répondent à son amour en se jetant à bras ouverts dans l'infâme secte des francs-maçons !»<sup>4</sup>"*

**Abbé Régis de CACQUERAY-VALMENIER**  
**Supérieur du District de France**

Le Père de Cacqueray, venant de la FSPX (NDLR: Fraternité Saint Pie X), est passé depuis à Morgon sous le nom de Père Joseph, après son noviciat à Aurenque. Il s'exprime ici au sujet de la FM, sujet de haine et de complotisme traditionnel de l'extrême-droite, en particulier maurrassienne.

Ces trois extraits d'un article sur internet du futur "Père Joseph", que l'on aurait pu trouver dans Rivarol en 1930,

appellent quelques qualificatifs comme complotiste, fantasmagique, exclusif et finalement surtout aveugle puisque l'on sait maintenant de manière historique que le Padre Pio en question, capucin lui-aussi, était un dangereux charlatan<sup>5</sup> (que détestait d'ailleurs avec bon sens Jean XXIII).

**2. Les éléments pédagogiques :**

Il n'est pas facile de décrire la pédagogie capucine à Aurenque, en l'absence d'éléments factuels, ou de programmes descriptifs émanant de l'école. L'article du Canard Enchaîné évoquant cela est assez succinct. On ne peut que subodorer. Cela dit, un élément d'éducation peut être consulté, c'est un article de Sicut Lilium, une revue "morgonienne" consacrée en son n°3 à l'éducation. En voici un extrait :

*"Alors, Philothée, encore une fois, pour l'amour de la Très Sainte Vierge, de l'Église et des âmes, prêchez silencieusement, mais prêchez fortement et publiquement par votre tenue profondément chrétienne, la pureté. L'avenir de la Chrétienté repose plus que vous ne le pensez, sur votre fidélité à vous interdire non seulement les vêtements franchement indécents (pantalon, mini-jupe, décolleté, bras nus) mais encore les tenues légères (jupe au genou) qui sont tout à fait impuissantes à inspirer le respect et la vertu. « Que votre modestie brille aux yeux de tous les hommes ! » (Phil. 4, 5)."*

*"NB : Le but de cette feuille n'est pas de rappeler le minimum de décence que l'Église exige de ses filles (jupe recouvrant les genoux et voile dans les lieux de culte), mais bien plutôt d'engager toutes les chrétiennes de bonne volonté (Philothée) à pratiquer et à promouvoir, avec constance et de tout leur pouvoir, une parfaite modestie, seule capable de mettre en échec les forces de corruption du monde moderne et de ramener partout un authentique esprit chrétien... (Concrètement : jupe au moins à mi mollet, ni fendue, ni transparente)."*<sup>7</sup>

On ne peut qu'être consterné par les propos tenus, qui relèvent de l'embrigadement, les appels à la "pureté", pour les filles étant évidemment contraire à la possible intégration dans une cour d'école normale. À remarquer le sens très particulier du mot "modestie" qui en quelque sorte castré les possibilités d'expression de soi par le vêtement. Le nikab obligatoire n'est pas très loin.

Par ailleurs, et l'article de La Croix précité le rappelle, il y a une étrange convergence entre l'extrémisme chrétien opposé résolument à toute vaccination et le mouvement "New Age" antivax. L'éducation à la Santé, la découverte de la Science, les enjeux sont ici multiples et de première importance.

**3. Le rappel de la loi :**

La République possède un corpus législatif et réglementaire qui précise ce qu'est une école, et ce qu'elle ne doit pas être. Rappelons ici le deuxième alinéa du Code de L'éducation :

Article L111-1 du Code de l'Éducation, alinéa 2

"Outre la transmission des connaissances, la Nation fixe comme mission première à l'école de faire partager aux élèves les valeurs de la République. Le service public de l'éducation fait acquérir à tous les élèves le respect de l'égalité dignité des êtres humains, de la liberté de conscience et de la laïcité. Par son organisation et ses méthodes, comme par la formation des maîtres qui y enseignent, il favorise la coopération entre les élèves."

En 5 lignes, nous avons ici plusieurs éléments contradictoires avec les tendances complotistes, extrêmes et pour tout dire fanatiques des Capucins de Morgon, dont Aurenque est, rappelons-le, le noviciat. Il apparaît par ailleurs profondément incohérent de la part d'un préfet de laisser l'aumônerie d'un mouvement dissous (en octobre 2023) ouvrir ou maintenir une école (ouverte en 2017, la communauté étant installée depuis 2004).

Une chaîne de responsabilité est ici profondément défailante, depuis le Maire jusqu'au Recteur, en passant par le DASEN, F. Djemmal, connu par ailleurs pour épier les salariés de sa Direction Académique. Voici ses propos sur son compte LinkedIn :

*"Dans un monde incertain, l'école est ce refuge où se forge l'esprit critique, le respect de l'autre, et où se cultive l'engagement civique. C'est dans ses salles de classe que se construit la compréhension mutuelle, ce ciment fragile mais essentiel de notre société."*

*"Nous devons être fiers de cette institution qui, chaque jour, permet l'épanouissement des individus. Chaque écolier, chaque élève, à travers son apprentissage, devient acteur de la démocratie. Il apprend non seulement à lire et à écrire, mais aussi à penser, à questionner, à dialoguer. Cet échange est la clé de voûte d'une société harmonieuse."*<sup>8</sup>

Le propos est somme toute sympathique, mais contraste violemment avec cette petite école dans le monastère d'Aurenque. Les moines ont pour bréviaire le "Syllabus"<sup>9</sup> de Pie IX, qui est radicalement antimoderne, et propose une toute autre harmonie que la démocratie républicaine. À



**Le panneau d'entrée du Couvent Saint-Antoine d'Aurenque, photographié le 26 janvier 2025. Le positionnement théologique et politique :**

Aurenque, on n'aime certainement pas la laïcité ni le bonheur terrestre.

En conclusion, on constate que l'État républicain, avec ses lois et tout son attirail juridique est impuissant, attentiste, voire pleutre. Il s'agit ici d'être cohérent et d'empêcher ce qui peut s'apparenter très rapidement à une emprise fasciste, de par l'exposition "anthropologique" à des notions comme le Pur et l'Impur, qui va fermer les enfants à l'ouverture à l'Autre, à l'Étranger, au Différent. Il y a danger, peut-être urgence, et l'État malgré ses discours reste vain.

Que faut-il donc aux Préfet, DASEN, Maire et consorts pour intervenir ? Qu'un enfant meure sous les coups de la punition ? Que des chants nazis retentissent à Aurenque ? Qu'une gamine se suicide face au harcèlement ecclésiastique ? Qu'il y ait un viol (puisqu'il y a "risque systémique") ? Une bonne assemblée générale du canton autogéré serait plus vigilante et efficace.

Nous attendons avec impatience les réactions et les actes de toutes les institutions qui font leur fonds de commerce des Droits de l'Enfant : l'UNICEF, la Libre Pensée ou les syndicats enseignants par exemple. L'humanisme n'est pas qu'un mot à brandir sur internet ou sur papier glacé, c'est une lutte concrète à mener, dans le Gers comme ailleurs. À quand une manifestation à Auch à ce sujet, pour une laïcité de combat ?

1 [https://www.la-croix.com/Debats/Rapport-Bronner-Le-Covid-19-revele-formes-complotisme-certaines-franges\\_catholiques-2022](https://www.la-croix.com/Debats/Rapport-Bronner-Le-Covid-19-revele-formes-complotisme-certaines-franges_catholiques-2022)

01-12-1201194438

2 <https://www.lefigaro.fr/vox/societe/jean-yves-camus-l-influence-de-civitas-connu-pour-tenir-des-propos-antisemites-reste-faible-20230809>

3 *Wikipédia : la maison-mère est le couvent Saint-François de Morgon (commune de Villié-Morgon dans le département du Rhône), à soixante kilomètres au nord de Lyon. Le groupe se fait connaître pour des dégradations d'antennes relais de 5G et la commission Bronner souligne leur appartenance aux milieux complotistes sur Internet en 2021.*

4 <https://laportelatine.org/formation/histoire/franc-maconnerie/editorial-novembre-2003>

5 *Sergio Luzzatto : Padre Pio. Miracles et politique à l'âge laïc - Trad. de l'italien par Pierre-Emmanuel Dauzat NRF Essais - Gallimard - 2013*

7 <https://capucins-morgon.fr/activity/article.php?id=68>

8 [https://www.linkedin.com/posts/farid-djemmal-9bb851111\\_l%C3%A9cole-pierre-angulaire-de-notre-r%C3%A9publique-activity-7288151401329750018-Y9\\_M?utm\\_source=share&utm\\_medium=member\\_desktop\\_9\\_1864\\_-https://laportelatine.org/spiritualite/le-syllabus-ou-lanti-vatican-ii-entretien-avec-labbe-de-cacqueray-octobre-2004](https://www.linkedin.com/posts/farid-djemmal-9bb851111_l%C3%A9cole-pierre-angulaire-de-notre-r%C3%A9publique-activity-7288151401329750018-Y9_M?utm_source=share&utm_medium=member_desktop_9_1864_-https://laportelatine.org/spiritualite/le-syllabus-ou-lanti-vatican-ii-entretien-avec-labbe-de-cacqueray-octobre-2004)

---

## Les libertariens: rien de libertaire, tout de fasciste

**A**près l'élection de Milei en Argentine, puis l'élection de Trump et son alter ego Elon Musk, il nous paraît important de republier ce texte de clarification idéologique que nous avons publié il y a exactement 10 ans, dans le numéro 140 de juin 2014 d'Anarchosyndicalisme, et qui reste d'une cruelle actualité.

Une théorie, localisée essentiellement aux États-Unis ou dans des pays anglo-saxons, avec des termes tels que «libertarien» (venant du mot français «libertaire», qui en français est synonyme d'anarchiste) ou «anarcho» associés au terme «capitaliste», se diffuse à travers Internet. Une telle expropriation des termes anarchistes / libertaires par des hiérarchistes [partisans de la hiérarchie, alors que les anarchistes sont opposés à toute forme de hiérarchie] peut surprendre, au vu des incompatibilités évidentes entre ces termes, mais du fait de la récurrence de ces expressions sur le net un article succinct résumant ces «théories» semble nécessaire, pour clarifier ce qu'est cette manipulation.

L'association de termes contraires, tels «anarcho» avec «capitaliste» en un oxymore, est un art de la confusion que

les «étato-capitalistes» aiment pratiquer afin de faire prendre des vessies pour des lanternes et vendre ainsi leurs vieilles camelotes sous un nouvel emballage doré. Cela s'est déjà vu avec les «capitalo-étatistes» bolcheviques qui se prétendaient communistes tout en instaurant un capitalisme d'État, aidés en cela idéologiquement et en pratique par les diverses bourgeoisies, afin d'écraser l'auto-émancipation en acte du mouvement ouvrier.

Pour clarifier le propos on n'utilisera pas l'oxymore des étato-capitalistes, ce qui serait donner de la valeur à la novlangue de ces marchands de misère. On pourrait les nommer «capitalistes d'État privé» ou «ultralibéraux», mais pour simplifier on les nommera «propriétaires», cela pour reprendre la désignation qu'utilisent avec justesse les anarchistes états-uniens pour qualifier cette nouvelle escroquerie Etato-capitaliste.

Hormis la volonté expansionniste et vorace inhérente à l'étato-capitalisme (comme à son opposé: le capitalo-étatisme) dans toutes ses dimensions, les raisons pour laquelle des étato-capitalistes propriétaires usurpent des termes venant des anarchistes sont diverses.

Historiquement, il s'agit d'une des conséquences de la guerre



froide, de la politique anticommuniste états-unienne (avec sa chasse aux sorcières organisée par les Maccartystes), ce qui a amené les «socialistes» états-uniens à se dénommer «libéraux» (en référence au libéralisme politique ou aux démocrates libéraux), et par effet et en parallèle, les «libéraux» (en référence au libéralisme économique ou des ultralibéraux) ont dû trouver une autre désignation à leurs mouvements pour ne pas être confondus avec les «socialistes».

Ideologiquement, en partant de l'économie autrichienne et d'une définition très particulière et erronée de l'anti-étatisme, des libéraux [1] en sont arrivés petit à petit à s'auto désigner comme «anarchistes» (en interprétant largement les idées «anarchistes individualistes» dont ils se seraient inspirés) et cela malgré une contradiction évidente: défendre le capitalisme, implique un étatisme minimal ou maximal, une hiérarchie sociale, une société divisée en classes ainsi que le salariat, toutes conceptions totalement étrangères à l'anarchisme. Comme nous le verrons, leur anti-étatisme est étroit et faux, ce sont en fait des étatistes (des étato-capitalistes!) qui s'ignorent sciemment.

Comme bon nombre de théories totalitaires et manichéennes, ils divisent le monde en deux camps, le capitalisme et l'étatisme. Ils considèrent qu'il faut choisir son «camp», qu'on ne peut pas lutter contre le capitalisme et l'étatisme en même temps. Il s'agit là d'un discours hypocrite, en miroir de celui des sociaux-démocrates bolcheviques (puisque ces derniers ne refusaient pas le capitalisme d'État; tout comme les propriétaires ne refusent pas l'étatisme privé, les uns et les autres partageant donc la même contradiction totalitaire avec des points de départ opposés). Dans les faits, le capitalisme et l'étatisme sont indissociables, l'un existe par l'autre et réciproquement. Tout le reste n'est qu'une question d'équilibre politico-idéologique: la lutte se situe alors entre les étato-capitalistes (pour lesquels l'économie dirige le politique) et les capitalo-étatistes (qui veulent, à l'inverse, que le politique dirige l'économie). Pour masquer leur escroquerie qui résulte de l'incohérence entre la fin et les moyens, les propriétaires utilisent des mots trompeurs, comme le firent en leur temps les bolcheviques. Ce sont des manœuvres idéologiques dont l'idée est de créer l'illusion du nouveau ou du renouveau.

En pratique, les propriétaires déclarent qu'ils peuvent agir dans leur propriété privée (leur «patrie») comme si c'était un État [2] et inversement. Pour eux, le propriétaire, seul maître, a un droit absolu sur sa propriété et sur ses sujets (locataires, salariés, esclaves, citoyens). Il peut défendre sa propriété selon ses propres critères de «justice» et ses intérêts. Pour une organisation plus vaste, les propriétaires proposent des agences de protection, avec police privée, cours de justice privées, armées privées, et cela selon des codes de lois généraux propriétaires [3]. La liberté pour eux

c'est la propriété et le fait de pouvoir choisir son maître, son esclave, son gouvernant, sa nation, sa police, sa justice...

Vis-à-vis de l'État actuel, une grande partie des propriétaires a choisi de passer par l'intermédiaire de divers partis («Libertarian party» aux USA, «UKIP» en Grande Bretagne, ... en France ils firent un essai électoral avec «Alternative Libérale» - AL) qui participent aux élections représentatives afin de justifier ce système. Aux États-Unis, un de leurs représentants, Ron Paul, variant entre «Libertarian party» et «Republican party», s'est illustré à de nombreuses reprises pour ses accointances (financements ou conférences) avec des groupes d'extrême droite (JBS John Birch Society, les sudistes de la Ligue du Sud, des suprémacistes blancs, les intégristes de Fatima...), pour des propos racistes récurrents, notamment ces lettres des années 90 sur les Noirs (qui à Washington DC, selon lui, seraient essentiellement des criminels ou des semi-criminels), mais aussi par des prises de position contre l'abolition des lois ségrégationnistes des États du sud. D'autres auteurs propriétaires ont défendu des positions autrement autoritaires, tel que Hans Hermann Hoppe [4] déclarant clairement son homophobie, prônant la censure voire l'élimination physique de ses opposants, défendant la monarchie, pour ne pas dire la «dictature privée», qui selon lui est bien plus efficace qu'une démocratie, car seul le monarque saura défendre ses frontières nationales comme si c'était sa propriété privée. Il faut ajouter que d'autres positions dans le cadre du marché «libre», en plus du salariat, sont avancées par des propriétaires [5], telles que valoriser la prostitution (dans la vision globale d'une société de marchandisation), vendre/acheter des organes, vendre/acheter des enfants, mettre des enfants au travail salarié ou en esclavage... pour eux la morale se situe dans la propriété privée ou dans la hiérarchie et non dans les rapports sociaux égaux.

On peut donc comprendre la raison pour laquelle les références idéologiques et économiques des propriétaires sont Hayek, Friedman, Ludwig Von Mises,... auteurs ayant défendu ou travaillé pour des dictatures [6]..

Cette théorie totalitaire consistant à défendre le capitalisme à tout prix amène ses défenseurs à utiliser logiquement les



moyens étatiques actuels qu'ils prétendent rejeter. Dans d'autres cas, ils défendent l'application des fonctions de l'État régalien au sein de leur propriété privée (individuellement ou par l'intermédiaire d'agences privées). Changer le mot «Etat» par «agence» ne change rien au fond des pratiques étatistes des propriétaires quels qu'ils soient. Tout comme l'utilisation qu'ils font des termes «anarcho» au détriment de leur propre crédibilité ne change en rien l'escroquerie de leurs théories.

Patrick Merino

Notes

1.- *Malgré leur rejet initial de ce terme (jugé trop «socialiste»), notamment par Rothbard qui préférait le néologisme «nonarchiste» (c'est-à-dire «ni anarchiste, ni archiste») tout en se prononçant pour une hiérarchie volontaire.*

2.- *«En outre, la politique d'immigration antidiscriminatoire des États-Unis et d'autres pays occidentaux au cours des dernières décennies a fait en sorte que des gens qui sont étrangers ou même hostiles aux valeurs occidentales ont pu facilement s'établir dans ces pays et les infiltrer.»*

*«Que doit-on espérer et prôner comme politique d'immigration correcte (...)? La meilleure que l'on puisse espérer (...): c'est que les dirigeants démocratiques se conduisent «comme si» ils étaient personnellement propriétaires du pays, comme s'ils avaient à décider qui admettre et qui exclure dans leur propre propriété privée. Cela signifie pratiquer une politique de discrimination extrême»*

*Democracy: The God That Failed, 2001, Hans Hermann Hoppe.*

3.- cf. Rothbard, «Ethique de la liberté» sur l'universalité des droits naturels propriétaires.

4.- *«Il ne peut y avoir de tolérance vis-à-vis des démocrates et des communistes dans un ordre social libertarien. Ils devront être séparés et expulsés physiquement de la société. De même, dans un engagement fondé dans l'optique de protéger la famille et les proches, il ne peut y avoir de tolérance vis-à-vis de ceux qui défendent habituellement des modes de vie incompatibles avec cet objectif. Ceux-là - les défenseurs de styles de vie différents, non-centrés sur la famille et les proches, tels que l'hédonisme individuel, le parasitisme, la vénération de la nature et de l'environnement, l'homosexualité ou le communisme -devront être éliminés physiquement de la société également, si l'on souhaite maintenir un ordre libertarien.»*

*Democracy: The God That Failed, 2001, Hans Hermann Hoppe.*

5. - *Walter Block in «Libertarianism vs Objectivism; A Response to Peter Schwartz»*

6.- *«On ne peut nier que le fascisme et les mouvements similaires cherchant à mettre en place des dictatures sont remplis des meilleures intentions et que leur intervention a, pour l'instant, sauvé la civilisation européenne. Le mérite qui en revient au fascisme demeurera éternellement dans l'histoire.»*

*Ludwig Von Mises «libéralisme» (1927); Friedrich Von Hayek - au sujet du Chili de Pinochet, dans le journal «El Mercuriel» dit préférer une «dictature libérale à une absence de libéralisme dans un gouvernement démocratique».*

7.- *Hans-Hermann Hoppe: «Nous devons promouvoir la conception d'un monde composé de dizaines de milliers de districts, régions et cantons distincts, et de centaines de milliers de cités libres indépendantes telles que les curiosités contemporaines que sont Monaco, Andorre, Saint-Marin, le Liechtenstein, Hong Kong et Singapour.» «Le monde serait alors composé de petits États économiquement intégrés grâce au libre-échange et au partage d'une monnaie-marchandise comme l'or.»*

---

## CNT-AIT : Notre antifascisme est radical !

**N**ous sommes confrontés aujourd'hui, alors que cette année on commémore la libération des camps de concentration nazis, à une résurgence des idéologies d'extrême droite et des mouvements nationalistes dans de nombreux pays. Pour cela, ils exploitent les craintes liées au chômage, la baisse du pouvoir d'achat, la destruction des services publics (hôpitaux, crèches, éducation etc...), insécurité, immigration.

Les idées d'extrême droite dans le débat public se banalisent. Il devient de plus en plus difficile de distinguer les propos tenus par des partis politiques traditionnels de ceux de l'extrême droite, comme les propos de F. Bayrou sur la soi-

disant «submersion» propos qu'il a maintenu à l'assemblée nationale sous les applaudissements du «socle commun» et du parti néo-fasciste RN.

Pour ces organisations, la violence (verbale, physique, etc...) est un outil privilégié pour intimider et assoir leur domination. Même si ils essayent de se donner une image « lisse et respectable » en façade, on a bien vu lors des dernières élections que dès qu'on gratte le vernis on tombe sur des racistes et des personnes violentes.

De plus ces mouvements n'hésitent pas à réécrire l'histoire pour légitimer leurs idées et leurs actions. On le voit par exemple avec des gens comme Eric Zemmour qui réécrivent l'histoire du Pétainisme en essayant de nous faire croire que

ce n'était pas un régime antisémite. Alors que c'est bien la police française pétainiste qui a arrêté les femmes et les enfants juifs lors de la rafle du Vel d'Hiv ! Pour nous, être antifasciste c'est ne pas oublier ce passé terrible, pour qu'il ne se renouvelle jamais

Ce qui nous semble grave c'est que les méthodes de l'extrême droite, qui sont contre la liberté d'expression, commencent à contaminer les pouvoirs publics. Ils crient à la censure mais ils sont les premiers à la pratiquer ! Nous l'avons vu ici avec l'interdiction par la préfecture de l'Allier d'une conférence «pour une paix juste et durable en Palestine» qui aurait dû avoir lieu le 9 décembre 2024 sur la commune de Commentry à l'initiative de la CGT Allier. Être antifasciste pour nous c'est lutter pour la liberté de conscience et d'expression, même si nous ne sommes pas nécessairement d'accord. La CNT-AIT, avec notre histoire de lutte contre le fascisme et notre enracinement dans les mouvements sociaux, nous avons un rôle à tenir dans ce combat sans tomber dans le piège de «front uni» ou autres balivernes qui ne servent qu'à légitimer ceux qui créent les conditions de la montée de l'extrême droite ici et ailleurs (partis parlementaires et états).

### 1- Un antifascisme radical :

La CNT-AIT cherche à comprendre les causes profondes du fascisme qui sont situées dans les inégalités sociales, l'exploitation capitaliste, le pouvoir autoritaire et la lutte de classe.

Le fascisme est un outil du capitalisme et de la bourgeoisie pour diviser la classe ouvrière et maintenir son pouvoir. L'antifascisme est donc intrinsèquement lié à la lutte des classes et par conséquent ne peut se fonder dans un quelconque « front républicain » qui va de la droite en passant par les partis de gauches et d'extrême gauche.

Et si on va encore plus loin à la racine, on retrouve deux autres points fondamentaux, qui sont caractéristiques de tout régime autoritaire – dont le fascisme n'est qu'une variante historique :

- la primauté de l'obéissance hiérarchique : pour les autoritaires, la société doit être menée par un chef, dont l'autorité ne saurait être remise en question.

- La communauté organique : pour les autoritaires, l'individu (tel qu'il a émergé de la philosophie des Lumières) n'existe pas. Il n'y a pas de libertés individuelles. Il n'y a que la communauté soudée autour de principes identitaires (pour les fascistes ces principes sont la patrie, la nation). Les autoritaires articulent les principes identitaires avec la hiérarchie car ils divisent la société entre ceux qui font partie de la communauté (« nous »), qui seraient supérieurs, et les autres (« eux ») qui seraient inférieurs.

Pour nous être radicalement antifasciste c'est lutter à la racine contre les divisions identitaires, quelles qu'elles soient.

Pour nous, tout ce qui est Humain est notre. C'est pour cela que nous rejetons toute forme de racisme, comme toute forme de discrimination basée sur le sexe ou autre.

### 2. un antifascisme anti étatique

Mussolini, le fondateur du fascisme dans les années 1920, a expliqué que « pour le fasciste, tout est dans l'État, et rien d'humain ni de spirituel n'existe et a fortiori n'a de valeur, en dehors de l'État. » Nos fascistes modernes pensent la même chose : ils veulent toutes et tous un Etat fort.

Nous pensons nous que l'Etat opprime les aspirations des individus, au profit de la classe dominante et de ses intérêts exclusifs. Malheur à ceux qui osent s'opposer à l'Etat : on l'a vu avec les Gilets jaunes et la façon dont l'Etat les a réprimés. C'est pour cela que nous pensons que l'antifascisme ne consiste pas à chercher à conquérir le pouvoir d'Etat, mais bien à abolir l'Etat et le Pouvoir, pour le remplacer par un système de communes fédérées et autogérées, en démocratie directe.

### 3- Un antifascisme syndicaliste :

L'organisation syndicale est au cœur de notre approche. Nous travailleurs, nous devons nous organiser nous-mêmes pour défendre nos intérêts et lutter contre toutes les formes d'oppression y compris le fascisme.

Le syndicalisme réel (et pas le simulacre que nous en donnons aujourd'hui les syndicats intégrés) est l'ennemi particulier du Fascisme. Celui-ci a toujours eu pour but de lui substituer la Corporation, une organisation de type familial et archaïque sous les ordres de L'État, les intérêts du Patronat étant naturellement préservés dans cette hiérarchie, les syndicats vidés de leur substance n'étant plus que des outils de contrôle des travailleurs.

Par syndicalisme réel, nous soulignons l'importance du rôle révolutionnaire du syndicat, qui conjugue la défense des intérêts des travailleuses et travailleurs avec l'émancipation de l'Humanité toute entière. En cela, la lutte des classes est reconnue comme outil et moteur de l'Histoire. Le fascisme a donc pour premier objectif d' "abolir" la lutte des classes, cherchant à la dépasser par l'harmonie promise par l'État corporatiste, mais sans remettre en cause le Capitalisme. Évidemment, cette "abolition" ne peut avoir lieu ainsi, car la lutte des classes est autant un combat politique qu'une réalité sociologique dans le système capitaliste. Les rapports de classe ne peuvent être transformés que par la révolution et la collectivisation des moyens de production, qui sont précisément l'exact opposé de la doctrine fasciste. Car le fascisme, s'il prétend vouloir réformer l'organisation sociale, en fait ne s'attaque pas à la propriété des moyens de production. Au contraire, il la conforte pour museler les travailleurs dans sa Charte du Travail. Le Patronat garde ses bénéfices, pourvu qu'ils servent les visées de l'État fasciste,

souvent belliciste, colonialiste et expansionniste.

La valeur Travail est le « fin du fin » du Fascisme. Historiquement cela s'est confirmé à Vichy, sous Franco et sous Salazar. C'est encore vrai aujourd'hui, tous les partis d'extrême droite vantant « l'effort » et pour tout dire la servitude au service d'un État et d'une hiérarchie toute puissante, considérés comme vertueux et pour tout dire rédempteur, dans un mélange nauséux de fascisme et de christianisme.

L'anarcho-syndicalisme, lui, vise à toute fin l'abolition du Travail, pour une société sans classe dévouée à la culture de soi-même et œuvrant au bonheur terrestre. En cela, autant par les buts que par les moyens, fascisme et anarchosyndicalisme sont deux ennemis irréconciliables.

#### 4- Un antifascisme international :

Le fascisme est un phénomène mondial. Il s'exprime sous différentes formes selon les pays mais partout il exerce ou cherche à exercer un pouvoir totalitaire, que ce soit en Iran, en Afghanistan, en Russie, en Argentine, en Hongrie, demain aux USA, etc. .... On insiste sur la nécessité d'une lutte internationale, en solidarité avec les travailleurs du monde entier. Nous prônons l'unité de tous les travailleurs du monde entier, indépendamment de leurs origines

nationales ou ethniques, contre les divisions fomentées par la bourgeoisie, le capital, les organisations et partis fascistes.

#### EN PRATIQUE :

Nous luttons contre le fascisme sous toutes ses formes, en luttant contre les divisions identitaires qui alimentent les discours de haine (anti-IVG, anti-migrants, anti-LGBT etc...). Nous sommes ancrés dans nos idées syndicalistes-anarchistes, révolutionnaires et internationalistes.

Dans l'histoire les fascistes se sont servis des prolétaires et des classes populaires pour prendre le pouvoir, en mélangeant promesses « sociales » et arguments racistes. Mais une fois que les fascistes ont été au pouvoir, les promesses sociales se sont envolées, ne sont restés que les arguments racistes, et ça a mal fini pour les classes populaires.

C'est pourquoi nous nous attaquons aux causes profondes : le capitalisme - dont le fascisme est un des visages particulièrement brutal, c'est pourquoi nous sommes profondément engagés dans la lutte des classes ; ainsi que la lutte contre les concepts identitaires qui alimentent le racisme qui nous divise.

Texte à l'initiative de la CNT-AIT 03 (Allier), avec la participation de la CNT-AIT Grand Ouest, CNT-AIT Paris Banlieue et CNT-AIT Gers

---

## **Le RN, hier comme aujourd'hui, est le parti de la bourgeoisie**

**I**l y a déjà quelques années, nous avons évoqué dans notre journal les corrélations du fascisme Italien avec la démocratie libérale de l'époque, qui avait de facto adoubé le régime Mussolinien, dans toute la légalité, lui permettant d'asseoir définitivement son Pouvoir dictatorial. On se souvient que lors des dernières présidentielle, Raphaël Enthoven l'un des scribouillards du journal « Franc-Tireur » avait claironné que s'il devait choisir entre Le Pen et Mélenchon, il voterait Le Pen sans hésiter. Ce n'est pas que nous ayons une quelconque sympathie pour Mélenchon – au contraire, nous n'avons que mépris pour ce tribun populiste dévoré par son appétit de Pouvoir personnel – mais on voit bien que la bourgeoisie dont Enthoven est un représentant médiatique est désormais prête à utiliser l'extrême-droite pour défendre ses intérêts.

Comment est-ce possible que ces démocrates-mondains, après des années de leçons d'antifascisme électoral considérant que les abstentionnistes (qui, donc, ne faisaient pas le choix de l'extrême droite) étaient des criminels en puissance, puissent désormais appeler à voter Le Pen ? La réponse est simple : malgré ses discours sur le « peuple » et les « petites gens », le RN/FN est globalement ultra libéral sur le plan économique.

Le RN veut nous faire croire qu'avec la mort de son fondateur Jean Marie Le Pen il aurait tourné la page. Il est vrai que dans les années 80 Le Pen père était un grand admirateur du libéralisme à la Ronald Reagan. Aujourd'hui, le FN/RN dit avoir changé et dit tenir un « discours social », pour caresser dans le sens du poil électoral les « classes populaire » (enfin surtout celles dont la pigmentation n'est pas trop foncée ...). Mais quand l'extrême droite tient un discours social, c'est toujours débarrassé de la notion de lutte des classes, les nationalismes ont besoin concrètement d'une réconciliation des classes pour pouvoir faire Nation. Car vous remarquerez qu'à chaque fois qu'il y a un projet de loi dit « social » à l'Assemblée soit disant en faveur des plus défavorisés de ce pays, ils votent systématiquement contre. Ils sont les défenseurs farouches des intérêts capitalistes, ils n'ont rien « d'antisystème ».

Le Pen père a toujours soutenu le patronat et la libre entreprise, il préconisait qu'il fallait « libérer le travail, et libérer l'entreprise », en autorisant entre autre la fixation libre du salaire ou de supprimer les autorisations administratives de licenciement et bien sûr réduire la main d'œuvre étrangère... Au nom magique du pouvoir d'achat. Aujourd'hui le RN c'est pareil. Dans son programme actuel,

que l'on peut trouver facilement sur internet, au détour d'une mesure sur la hausse des salaires on y trouve l'aide aux entreprises, sous la forme d'une nouvelle baisse des charges patronales. Des augmentations de salaire en exonérant les cotisations patronales signifient qu'à terme nos retraites, nos chômages, la sécurité sociale, se réduiront drastiquement en peau de chagrin, peut être disparaîtront complètement. C'est donc dans la réalité une diminution de salaire, car nous devons payer de notre poche les assurances sociales et retraites. Et sans aucune garantie réelle d'augmentation des salaires, puisque celles-ci seront laissées au bon vouloir des patrons ! On n'a jamais vu de patron redistribuer les baisses de charges à ses salariés.

Dans son programme, le RN propose des mesures qui concerne surtout les ménages aisés, notamment des suppressions de taxes et d'impôts en tout genre, qui concernent généralement les propriétaires d'entreprises – petites ou grandes. Les rentiers des familles aisés ne sont pas oubliés non plus, avec la suppression de l'IFI (impôt sur la fortune immobilière ... la châtelaine de Montretout ne s'oublie pas ...), la suppression les impôts sur l'héritage, etc... C'est à dire toutes ces choses dont les classes populaires sont exclues d'office, car elles ne possèdent pas le Capital.

Force est de constater que le RN ne roule pas pour les ouvriers et employés, mais pour les riches et les capitalistes. Leur soi-disant programme social consiste seulement en l'exclusion des étrangers, et la fameuse « lutte contre la fraude » où l'on devine d'avance qui est visé, en l'occurrence les bénéficiaires de l'allocation chômage et du RSA et non ceux qui font de l'optimisation dans des paradis fiscaux.

S'il y a un point de convergence entre le RN et la droite libérale à la Macron, c'est bien cette peur envers les gens les plus modestes de la société française. En effet le gouvernement macron à bel et bien rétabli le servage de 15h/semaine, pour les « bénéficiaires » (tu parles d'un bénéfice! On voit que les mots du Pouvoir ne sont jamais anodins ...) du RSA, sachant qu'ils ont rallongés le départ à la retraite à 64 ans comme tout le monde sait. Mais en plus ce qui est moins dit c'est que beaucoup de chômeurs sont cinquantenaires, et trouver du boulot, à ces âges-là, devient de plus en plus compliqué. Donc pas besoin d'être grand clerc pour comprendre que beaucoup de personnes au RSA, ont plus de 50 ans, et qu'ils seront sommés de travailler 15h/jours, au tarif RSA, ce qui à terme provoquera une concurrence directe avec les Smicards. La recette est toujours la même : mettre les travailleurs en concurrence entre eux, pour faire diminuer les salaires ... Tous – de Macron à Le Pen

mais aussi certains à gauche – disent qu'il faut faire la chasse aux soit disant fraudeurs. En fait ils vont faire la chasse aux fins de droits et à ceux qui sont dans la détresse. A côté de ça Mme LePen et Bardella ne prévoient rien, contre les phénomènes de non-recours aux droits sociaux. A savoir que de nombreux ménages éligibles aux prestations sociales, n'en font pas la demande. Par défaut d'information, ou des démarches bien trop complexes.

Ne nous y trompons pas, la lutte des classes est une réalité quotidienne et concrète. Et la division des travailleurs est une arme fatale. Parce que les prolétaires qui soutiennent le RN, ce n'est pas tellement pour le programme économique. Mais plutôt une xénophobie entretenue et excitée via les chaînes de télé d'infos en continu et les réseaux sociaux.

Depuis 40 ans, la bourgeoisie française – qu'elle soit assumée de droite « républicaine » mais aussi dans ses versions



honteuses de gauche – ont ressorti l'extrême droite des poubelles de l'histoire, pour de sombres magouilles électorales (diviser la droite pour Mitterrand, réduire les scores électoraux de la gauche en faisant monter le vote populaire pour le FN pour la droite). Pendant 40 ans ils nous ont donné des leçons de morale, avec leur chantage au fascisme. Mais aujourd'hui, pour maintenir ses privilèges, la bourgeoisie a besoin de l'extrême

droite. Mais c'est bel et bien cette bourgeoisie acquise au système capitaliste ultra libéral aujourd'hui, qui hier il y a 60 ans, après les décolonisations, ont fait venir ici les travailleurs immigrés par centaines de milliers pour pouvoir les sur-exploiter dans les usines, chantiers et le secteur agricole, les faisant vivre dans des conditions déplorables, subissant les menaces de leurs employeurs, et même des adhésions forcés aux syndicats d'extrême droite (CFT puis CSL) dans les années 70, dans l'industrie automobile (Citroën, Peugeot). Et ce sont ces mêmes bourgeois qui aujourd'hui nous bassinent sur l'immigration, qui créent des partis politiques racistes, qui diffusent des discours racistes de plus en plus assumés, et qui réclament des expulsions d'étrangers en attisant la haine entre prolétaires.

Le RN c'est le système et il contribue à notre exploitation. C'est pour cela qu'il doit être détruit.



## « Le courage de la clairvoyance » : Au sujet des coupes budgétaires en Pays de Loire

**S**i la tendance ultra libérale n'est pas un fait nouveau dans les modalités du développement du capitalisme contemporain, on ne peut, ces temps derniers, que constater partout sa confirmation, et l'accélération de ses effets. Et remarquer localement certains agents très zélés de sa mise en œuvre : ici Christelle Morançais (anciennement membre UMP puis LR, depuis peu vice-présidente d'Horizons, groupe d'élus « Aimer et agir en Pays de la Loire »), présidente de région, pour qui l'austérité en matière de politique publique n'est pas un vain mot, fait figure d'avant-garde dans le contexte économique général.

Feu le gouvernement Barnier demandait 40 millions d'euros d'économie aux régions, elle et son administration assument d'en faire 100 millions (décision actée lors du vote du budget le 20 décembre), par l'entremise d'une coupe drastique dans les subventions allouées aux secteurs « Culture, sports, vie associative, solidarités et égalité femme/homme ».

Sont donc impactés -par des coupes sévères voire totales-pêle-mêle : festivals de cinéma, de théâtre, de musique, structures et pôles culturels, compagnies de théâtre, clubs et associations sportives, structures associatives à vocation sociale - pour ne citer qu'elles Les missions locales, Le Planning familial, Union Régionale Solidarités Femmes... soient 13000 emplois directement menacés, dont 2400 pour le seul domaine de la culture, et 100 postes de fonctionnaires. Soit un plan de licenciement massif à l'échelle de la région, et les services et les personnes qui en bénéficient mises au rencart.

**« Soyons lucide, la France est shootée à la dépense publique ! » martèle la très thatchérienne C Morançais.**

Foin de keynésianisme à papa, elle expose très clairement le programme au gré de quelques formules-chocs dans son interview de mi-mandat: «Il serait temps que la classe politique apprenne à raisonner comme une famille ou une entreprise» (elle fut un soutien fervent de la «manif pour tous», on imagine bien l'idée qu'elle se fait de la famille...).

Elle appelle de ses vœux «une société où la responsabilité individuelle est première, où le travail constitue la clé de voûte du contrat social, où les droits n'excèdent pas les devoirs, où la réussite n'est plus une source de jalousie ou d'aigreur, mais un motif d'encouragement et de fierté»... « Soutenir l'innovation et la compétitivité », « une politique du développement de l'offre », le B.A BA de l'ultra libéralisme est mobilisé à satiété : le « managérisme » comme modèle de gestion politique, le soutien toujours prioritaire au capital, le travail aliéné comme vertu première et l'individu seul rendu responsable de sa réussite ou de son insuccès.

Le tout ripoliné du sacro-saint vernis de la transition écologique (par l'innovation technologique et l'investissement, le tout numérique et l'IA), et d'une ode à la jeunesse « pleine de ressources, d'envie et d'ambitions » (et tant pis pour les 45000 jeunes qui ne seront plus accompagnés par les missions locales).

Son admiration récemment déclarée pour le « génial Elon Musk », à propos du réseau social X, démontre clairement, si c'était encore nécessaire, son appartenance à la grande famille des fossoyeurs capitalistes actuels.

Il est par ailleurs notable que le pragmatisme entrepreneurial de la présidente de région cède parfois complètement le pas à l'idéologie, quand on sait les retombées économiques que représentent par exemple certains événements culturels qui sont destinés à pâtir des coupes budgétaires... Pas besoin de la lucidité à laquelle Christelle nous invite pour observer que la méthode à l'oeuvre n'est que la possible et désormais très habituelle variante de la gestion du capitalisme en période de « crise » (sinon les gros actionnaires ne se sont jamais aussi bien portés, merci pour eux).

Pendant des doctrines d'économie politique fondées sur l'idée d'un état garantissant l'ordre social et économique, qui maintient une forme de stabilité en régulant le marché, en instituant une plus grande redistribution, un service public plus confortable et en permettant l'existence de corps intermédiaires, elle n'en est que le miroir déformant. Si la bourgeoisie, à d'autres moments de l'histoire du développement capitaliste dans les pays riches (moments qui conjuguèrent promesse de croissance et l'existence d'un rapport de force potentiellement en sa défaveur), s'est assurée la nécessaire collaboration des travailleurs par la séduction, en une série de concessions leur permettant d'accéder à une consommation plus performante de sa marchandise, elle sonne quand ça lui est nécessaire la fin de la récré en coupant les robinets des secteurs de l'économie jugés moins essentiels - que les tenants du libéralisme ne manquent pas de fustiger, alimentant dans la confusion une clientèle sensible à leur idéologie réactionnaire et avide qu'on leur désigne les derniers coupables : migrants, chômeurs, assistés, «saltimbanques» du spectacle, associations «sous perfusion»... Le mouvement dans sa totalité reste le même, celui du système capitaliste, mais les effets produits sont différents, en l'occurrence une plus évidente violence sociale et la perte d'acquis ou de services...

**De fait, beaucoup vont y laisser des plumes, la colère et le désarroi sont palpables dans les secteurs indiqués.**

Différentes mobilisations se sont donc tenues, plus ou moins suivies (de 3000 à 4000 personnes à quelques centaines selon

AGENDA

Nos permanences hebdomadaires,  
Tout les samedi de 17H à 19H.

Le Collectif des Travailleurs de  
l'Aeronautique et d'Ailleurs  
Organise régulièrement des réunions sur la  
situation économique du secteur de  
l'Aeronautique

facebook : @collectif.travailleurs.en.lutte  
Pour tout renseignement contactez :  
CNT-AIT Toulouse  
7, rue St Remesy, 31000 Toulouse

SIA (Solidarité Internationale Antifasciste):  
Continue ses actions en  
faveur des réfugiés et notamment des mineurs  
isolés. Nous avons besoin  
de votre soutien ! Nous sommes aussi  
demandeur de soutien sous forme de temps à  
partager pour  
nos activités, de fournitures scolaires ou produits  
de première  
nécessités.

solidariteinternationaleantifasciste.wordpress.com  
SIA-toulouse@riseup.net  
facebook.com/Solidarité-Internationale-  
Antifasciste

Les Initiatives CNT-AIT regroupent des  
personnes qui se retrouvent dans  
les principes, tactiques et finalités de  
l'Anarchosyndicalisme, et  
souhaitent commencer à oeuvrer localement  
pour diffuser nos idées et nos  
pratiques.

Si vous aussi vous souhaitez créer localement  
une initiative CNT-AIT, ou  
rejoindre un projet en cours, n'hésitez pas à  
prendre contact avec nous  
par mail (contact@cntaitoulouse.lautre.net) ou  
par courrier (CNT-AIT, 7  
rue St Rémésy 31000 TOULOUSE )

Pour en savoir plus :  
Déclarations de principes et statuts de la CNT-  
AIT  
[http://www.cntaitoulouse.lautre.net/spip.php?  
rubrique141](http://www.cntaitoulouse.lautre.net/spip.php?rubrique141)

L'Anarchosyndicalisme en question et  
Fédéréseau : [https://cnt-ait.info/la-cnt-ait-  
cest-quoi](https://cnt-ait.info/la-cnt-ait-cest-quoi)

les journées à Nantes), 4 jours de rassemblement devant l'hôtel de région, le 25 novembre, le 16 (missions locales et associations) et les 19 et 20 décembre (jours de vote du budget), et 2 jours de manifestations en ville, le 5 décembre (avec les profs en grève) et le 12. Les animateurs principaux en ont été la sempiternelle intersyndicale, avec une prédominance de la CGT-Spectacle (le milieu professionnel de la culture étant particulièrement mobilisé), une apparition des tracteurs de la Confédération Paysanne et les élus des partis de l'opposition (majoritairement gauche du capital, EELV, PC, LFI et consort). On a même vu Ayrault y aller de son soutien au mouvement (l'ancien artisan PS de la tentative d'aéroport à Notre Dame Des Landes)...

Rien de très nouveau ni de moins spectaculaire (c'est de circonstance) que d'usage, si ce n'est l'absence notoire du désormais très habituel « cortège de tête », dorénavant élément incontournable et caution « radicale » du folklore de la manif nantaise. La flicaille, venue en force les 19/20 et protégeant les accès de l'hôtel de région à grand renfort de barrières anti-émeute, s'emmerdait donc ferme- malgré une tentative de blocage des lieux avant l'arrivée des élus (vite avortée, les gens étaient trop peu nombreux) et un timide tour à l'arrière des bâtiments après le vote du 20 (idem.). L'ambiance festive des derniers jours de mobilisation (barbec' paysans, chansons et théâtre..) peinait malgré tout à masquer la lassitude et le désespoir des manifestants.

Et pour cause, comme dans la plupart des mouvements sociaux récents, même la seule perspective d'une forme de « retour à la normale », soutenue par les revendications réformistes des syndicats et partis, devaient leur sembler parfaitement incertaine. (Surtout qu'il n'y avait pas de doute quant à l'orientation finale du budget.) La conscience de l'accélération de l'émiettement de nos conditions matérielles sur fond de spectacle du chaos globalisé, dans l'attente confuse d'une prochaine catastrophe produisent ce sentiment désabusé.

La stratégie principale mobilisée ici par les partis et syndicats (quelles que soient leurs orientations politiques ou même l'anticapitalisme relativement flou dont certains se revendiquent) d'interpeller les élus , d'organiser les mobilisations selon leurs agendas est celle de leur qualité d'accessoires intégrés à la logique du capital et du « pouvoir séparé » (G Debord), et elle ne peut conduire à une prise de conscience ni à une pratique de lutte plus radicale chez les travailleurs des secteurs concernés. Pire, elle entretient comme toujours l'état d'anomie du prolétariat et sa difficulté croissante à se réappropriier l'autonomie nécessaire à une vision totale du système capitaliste et à la lutte révolutionnaire qu'il doit lui opposer.

Il est de notre ressort malgré nos petits moyens de continuer à produire et transmettre les idées qui permettront peut-être un dépassement de cet état catatonique généralisé ; de créer du désir de révolution. La perspective d'une révolution sociale, et avant ça la conscience de sa nécessité, c'est tout « le courage de la clairvoyance » qu'on peut se souhaiter pour 2025 et au-delà !

*Un adhérent de la CNT-AIT « Grand Ouest »*



Vie de la CNT-AIT ... Vie de la CNT-AIT ... Vie de la CNT-AIT ... Vie de la CNT-AIT ...

**Campagne contre la vie chère**

La cherté de la vie est la légitime préoccupation de la majorité d'entre nous, travailleurs, précaires ou pas, chômeurs, retraités ou étudiants. De plus l'extrême droite essaie de souffler sur les braises de la colère pour l'orienter vers des horizons funestes, cherchant à substituer la question « raciale » à la question sociale. Les compagnons de la CNT-AIT de l'Essonne ont lancé une campagne populaire contre la vie chère, pour appeler à l'auto-organisation et la riposte sociale sans tomber dans le panneau des politiciens de toutes tendances, et en combattant le racisme et la xénophobie.

Rejoignez-nous dans la campagne, en diffusant autour de vous les tracts ou argumentaires disponibles en ligne, en créant un comité de quartier ou de village contre la vie chère. Pour tout contact : [essonne@cnt-ait.info](mailto:essonne@cnt-ait.info)

Campagne populaire contre la vie chère

<https://cnt-ait.info/campagne-populaire-contre-la-vie-chere>

La réalité des « promesses sociales » du Rassemblement National : Un programme antisocial et autoritaire !

<https://cnt-ait.info/2024/07/05/demontage-rn>

**Grand Ouest (Bretagne et Pays de la Loire) : rejoins-nous !**

Tu habites le Grand Ouest (Bretagne et Pays de la Loire) et tu es intéressée par les idées de la CNT-AIT ? Tu veux en savoir plus sur nos propositions ? Tu souhaites contribuer à la diffusion des idées et des pratiques anarchosyndicalistes ? Des compagnes et compagnons de cette zone ont commencé à se regrouper pour briser l'isolement. Nous invitons les personnes intéressées à nous rejoindre pour échanger. Ecrire au journal qui fera suivre.

**Rassemblement à Paris en mémoire de Stanislav Markelov et Anastasia Babourova et contre**

Le 19 janvier 2009, Stanislav Markelov, éminent avocat antifasciste, et Anastasia Babourova, journaliste du même journal qu'Anna Politkovskaïa, ont été assassinés en plein centre de Moscou par un membre d'un groupe paramilitaire clandestin, obéissant aux ordres de Poutine. Depuis lors, la journée du 19 janvier donne lieu chaque année à des événements de commémoration dans différentes villes du monde. Les compagnons de la CNT-AIT Paris Banlieue ont participé aux événements organisés cette journée par des exilés russes antifascistes de Paris, en leur mémoire et pour la lutte antifasciste (cf/ <https://cnt-ait.info/2025/01/17/babourova>) Nous avons rappelé les liens entre Anastasia et le mouvement anarchiste en France : elle participait aux comités de soutien aux anarchistes français qui étaient alors poursuivis par l'Etat français (Ivan, Bruno, Tarmac ...). Stas et Anastasia ont été assassinés par des hooligans néo-nazis dont les enquêtes ont démontré qu'elles étaient financées par le Kremlin. Aujourd'hui, ces bandes qui faisaient régner la terreur dans les rues de Russie, ont disparus. Le Pouvoir russe n'a plus besoin d'elles pour ses basses œuvres : il assume ouvertement son racisme et ses discours inégalitaires, et la police légale assure le maintien de l'Ordre nouveau. Une préfiguration de ce qui nous attend ici avec l'arrivée au pouvoir de Trump et Musk et l'ascension de l'Extrême droite en Europe ?

Nous venons d'éditer une nouvelle série d'autocollants rouges et noirs, du plus magnifique effet pour égayer les rues de vos villes et quartiers.

Plusieurs modèles sont disponibles (en plus des 3 présentés ici). Nous demander la liste complète par mail ([contact@cnt-ait.info](mailto:contact@cnt-ait.info))

Nous les envoyons par paquet de 25, 50 ou 100. (vous pouvez mélanger les modèles). Le prix (port compris) est de 2,50 € pour 25, 5 € pour 50, 7,50 € pour 100 exemplaires.



*Vous pouvez également, trouver notre journal dans ces librairies :*

- Librairie Terra Nova , 18 r Gambetta, 31000 Toulouse
- Librairie Floury , 36 r Colombette, 31000 Toulouse

- EAGR Espace associatif Gilbert Roth, 64, avenue de la Révolution LIMOGES,

- Librairie Publico, 145 Rue Amelot, 75011 Paris



## Rassemblement contre la fermeture de l'Hôpital de Juvisy

Les compagnons de la CNT-AIT Essonne ont participé au rassemblement organisé le 18 janvier contre la fermeture de l'hôpital de Juvisy. Comme le rappelle le Comité de Défense des Hôpitaux du Nord Essonne : « Le 9 janvier, une jeune femme de 20 ans est décédée aux urgences de Longjumeau. Cette patiente a été prise en charge et a passé un scanner. Son état s'est détérioré vers 16 h. Elle est décédée peu après malgré les soins qui lui ont été prodigués. Elle était de Juvisy, ville qui a vu ses urgences disparaître en juillet 2024. Sans préjuger de la cause du décès, on ne peut s'empêcher de penser que si cette patiente avait pu être prise en charge sur place, à Juvisy dans un hôpital pourvu d'un plateau technique adéquat (réanimation, bloc opératoire, etc.), et non dans un service d'urgence déjà surchargé, ses chances de survie auraient été sauvegardées. Le Comité s'associe à la douleur de sa famille et de ses proches et à l'émotion des personnels des urgences de Longjumeau dans cette épreuve. » La situation catastrophique de nos hôpitaux et de notre

service de santé n'est ni inéluctable ni le fruit du hasard. Elle est la conséquence d'une logique strictement comptable avant d'être humaine, au service du profit et du capital.

Comme nous l'indiquons dans notre tract « Non à la fermeture de l'hôpital de Juvisy » :

Si l'on souhaite bénéficier d'un authentique service social de soins de qualité, efficace et facilement accessible pour tous, il est nécessaire d'en finir avec le capitalisme. Il faut le lamener et mettre en place le socialisme libertaire, système authentiquement viable et conçu pour assurer la satisfaction des besoins de la population. Cela permettra d'accroître la qualité du système de soins, en plus de favoriser l'accès aux soins à/pour tous. Sans oublier la nécessité de stimuler la formation étudiante dans les domaines médicaux et paramédicaux pour accroître le nombre de personnels et mieux satisfaire les demandes des corps médicaux et paramédicaux. Il est impératif et urgent d'en finir avec ce système capitaliste pourri et son cortège de casse sociale, de destruction de conquêtes sociales et des droits démocratiques, de précarisation, etc.... »

## Parole d'un cul terreux

Tout le monde, dans le milieu agricole parle de "la crise du bio" (et au-delà de la crise de la rémunération des producteurs, surtout les "petits").

Le seul outil que met en place le gouvernement pour "soutenir la filière bio" c'est de lâcher des dizaines de millions d'euros (déjà 60 millions fin 2023, encore 10 millions dans la Planification Ecologique du gouvernement ...) pour communiquer (campagne "bioreflexe" pour inciter les consommateurs à acheter bio).

Mais les consommateurs ne demandent que cela d'acheter bio ! Mais si ils n'achètent pas le bio c'est surtout parce que c'est plus cher ! Ce n'est pas avec de la "communication" qu'on pourra inverser la tendance, mais bien avec une augmentation du "pouvoir d'achat" des consommateurs. Au contraire, cela ne va que contribuer à faire culpabiliser les consommateurs trop pauvres pour acheter "vertueux". Comme le faisait remarquer un producteur de lait de brebis lors de l'Assemblée générale des producteurs de lait de brebis à l'automne 2024 : " nous les paysans nous devons être solidaires des salariés qui demandent des hausses de salaires, car c'est seulement comme cela qu'ils pourront acheter nos produits" .CQFD. Il faut que les patrons lâchent l'oseille, qu'ils lâchent sur leurs marges, à tous les niveaux !

Paysans, travailleurs, mêmes combats ! A bas le capitalisme !

## Le chef, vraiment un sauveur ?...

En plus, du « judicieux constat » fait par l'auteur de cet article : De l'impuissance politique in AS 189,

il est à craindre qu'on puisse, en plus, observer un nombre grandissant de personnes qui pensent que seul « un chef bien choisi », à tous niveaux, pourrait constituer la solution pour sortir de l'amoncellement des problèmes économiques, sociaux et politiques. Pourtant, depuis des décennies et même des siècles, on constate justement, que la fausse solution des « chefs élus ou pas », conduit à la « catastrophe planétaire ». Avec des structures bâties sur le modèle centraliste jacobin. La question est : comment inverser ces processus pour que l'humanité redresse la barre vers une « convivialité planétaire », en pesant sur les réalités ? Un chantier plus que gigantesque, qui relève de chaque être humain sans exception et en tous lieux. Et qui nécessite l'intervention du grand nombre. Ce serait à chacune, chacun, sur les lieux d'habitation, quartiers et communes, sur les lieux d'activités de production, de distribution et de consommation, de contribuer à l'instauration de structures radicalement différentes :

\*fondées sur des assemblées générales de base pleinement délibératives, après échanges de points de vue, débats, discussion et vote sur les affaires qui les concernent. « Le chef, c'est l'assemblée ».

\* et la nomination de mandat(e)s révocables, pour l'exécution des décisions majoritaires, avec respect des minorités.

\* et pour la coordination avec les autres assemblées d'un territoire pour garantir l'harmonie maximale des décisions avec l'ensemble des humains.

## Deux combats gagnés.

Rencontré deux personnes qui m'expliquent qu'ils vivent dans des logements vétustes. Ils me proposent de visiter. Je m'y rends avec une personne, ancien architecte. Au regard de la vétusté, nous les accompagnons pour qu'ils trouvent un avocat. La propriétaire refuse d'effectuer des travaux alors qu'il pleut dans l'appartement : velux mal posés, des moisissures partout, les fenêtres ferment mal etc....A leur demande un agent de la mairie passe visiter les appartements ; ils sont déclarés insalubres.

Près d'un an plus tard l'affaire passé au tribunal ils gagnent la propriétaire doit effectuer les travaux. Un dédommagement leur sera versé au regard du temps passé dans les logements insalubres . Ils vont mieux parlent, discutent, le sourire est revenu.

Avant hier un coup de fil d'une personne croisée à Béziers ; il est au centre de rétention administratif de Nîmes suite à un contrôle de la police et a une obligation à quitter le territoire.

Il n'avait pas de papier arrivé en France à l'âge de 13 ans, jamais régularisé, marié depuis un an avec une personne de nationalité française, il a un enfant d'un mois et justement commence les démarches pour une régularisation, mais celle-ci doit se faire sur internet sur un site : l'ANEF peu facile peu lisible. Il doit passer au tribunal le lendemain à 10h ; sa femme le soutien et nous apporte son aide Nous discutons du fait qu'il devra avoir tous les éléments toutes les preuves en main il ne veut pas avoir d'avocat.

Nous listons les pièces et ébauchons ensemble un discours les faits à présenter l'attitude à avoir il respire mieux. Le lendemain vers 15h il me téléphone Il est libre dehors, il a gagné. La solidarité fait émerger de grandes réussites dans nos combats.

On continue!!

Quand on observe l'arrogance de ces chefs et leurs petites équipes, imbus d'eux-mêmes, qui prétendent, en y croyant dur comme fer, détenir la « Vérité des solutions », à eux tout seuls, sans l'avis de tous et sans jamais se remettre en question, on tombe le cul par terre en voyant la faillite des résultats obtenus.

Il ne reste plus qu'à intervenir dans chaque structure sociale, avec notre propre énergie, pour peser, le plus possible, vers la restitution des prises de décisions entre les mains de tous, pour un autre futur beaucoup plus prometteur de progrès sociétal.

*\*Copyleft. Décembre 2024. Domaine public.\**

*[...] Tu t'en remets au puissant pour qu'il exerce son autorité sur le « Petit Homme ». Mais tu ne dis rien. Tu confies aux puissants ou aux impuissants animés des pires intentions le pouvoir de parler en ton nom. Et trop tard, tu t'aperçois qu'une fois de plus on t'a trompé. » [...]*

*Extraits de "Listen, Little Man !" (Ecoute, Petit Homme !) © 1948,*

*Wilhem Reich.*



## Georges Ibrahim Abdallah doit être libéré !

**A** lors que la demande de libération de Georges Ibrahim Abdallah a été de nouveau examinée le 19 décembre 2024, et nous espérons cette fois pour la dernière fois, nous republions (après actualisation) notre communiqué de février 2014, émit à l'occasion de sa huitième demande de libération conditionnelle il y a plus de 10 ans. Aujourd'hui comme hier, nous martelons : Georges Ibrahim Abdallah doit être libéré !

=====

Georges Ibrahim Abdallah est incarcéré en France depuis 1984.

Il a été condamné à la réclusion criminelle à perpétuité en 1986 pour "complicité d'assassinat de deux diplomates, un Américain et un Israélien", et est emprisonné depuis 40 ans au centre pénitentiaire de Lannemezan, dans les Hautes-Pyrénées.

Libérable depuis 1999, l'État français utilise toutes les ficelles juridiques pour le maintenir en détention. En janvier 2012, il a déposé une huitième demande de libération conditionnelle.

En fin d'année 2012, le tribunal d'application des peines donnait un avis favorable. Ce n'était d'ailleurs pas la première fois qu'il le faisait. L'acharnement politique s'est poursuivi néanmoins contre lui. Après d'incessants reports d'audience, d'appels du Parquet et un pourvoi en cassation, une nouvelle audience fut fixée début 2013

[Le 21 novembre 2012, le tribunal de l'application des peines compétent en matière de terrorisme, réuni à Lannemezan le

23 octobre 2012, prononce un avis favorable à la demande de libération de Georges Abdallah qui projette de retourner au Liban. Le 10 janvier 2013, la chambre d'application des peines de Paris, qui examine l'affaire en appel, accède à sa huitième demande de libération, en la conditionnant à un arrêté d'expulsion du territoire français. Le

14 janvier 2013, Manuel Valls, alors ministre de l'Intérieur, refuse de signer l'arrêté d'expulsion, indispensable à la libération de Georges Abdallah. La ministre de la justice, Christiane Taubira, réclame l'arbitrage du président de la République François HOLLANDE, qui laisse faire. Manuel Valls assume un choix politique : « Je le maintiens en prison volontairement, il n'était pas question que je signe l'arrêté d'expulsion. Je le fais par conviction. J'en ai informé le président de la République, qui ne m'en a pas dissuadé ».

La décision de libération est annulée en avril 2013 par la Cour de cassation, au motif particulièrement hypocrite que le détenu « ne pouvait se voir accorder une libération conditionnelle sans avoir été obligatoirement préalablement

soumis, à titre probatoire, à une mesure de semi-liberté ou de placement sous surveillance électronique pendant une période d'un an au moins».

Depuis, toutes les demandes successives de libération de Georges Ibrahim Abdallah ont été systématiquement rejetées, jusqu'à ce que le 15 novembre 2024, de nouveau une décision favorable du tribunal d'application des peines décide de sa mise en liberté pour le 6 Décembre. Mais de nouveau le

parquet a fait appel pour s'opposer à sa libération, la cour d'appel de Paris va à son tour se prononcer le 19 décembre prochain.]

Georges Ibrahim Abdallah se réclame d'une idéologie qui non seulement n'est pas la nôtre mais à laquelle nous sommes franchement hostiles.



*Georges Ibrahim Abdallah*

Cependant, libérable depuis pratiquement 25 ans [15 ans au moment de la première diffusion de ce communiqué ...], il doit bénéficier des mêmes possibilités que tout prisonnier. Nous faisons observer que la justice française ne s'est pas montrée aussi sourcilleuse quand il s'est agi de libérer Maurice Papon après quelques mois seulement d'emprisonnement, alors qu'il avait pourtant été condamné pour complicité de crimes contre l'humanité...

La décision de la cour d'appel de Paris sera rendue et connue le 20 février 2025.

CNT-AIT Paris Banlieue

## Soudan : ils ne sont pas rassasiés de ce sang !

**A**près presque deux ans de guerre, les vérités et les objectifs de cette guerre deviennent de plus en plus clairs : le but est simplement d'écraser la révolution. Le récent discours de Bashir, dans lequel il a qualifié les révolutionnaires de « scélérats », reflète la rhétorique typique des islamistes lorsqu'ils décrivent les jeunes révolutionnaires. Il les a en outre accusés de vouloir revenir avec violence et effusion de sang, faisant référence au début des opérations de représailles – ce que les cadres du mouvement terroriste islamiste menacent de faire depuis le début de la guerre. Ils ne voient pas les milices Janjaweed comme leurs ennemis ; en fait, ils se sont convaincu que cette guerre a déjà été décidée en leur faveur.

Mais comment peuvent-ils prétendre à la victoire alors que le peuple soudanais est mort, blessé, déplacé ou porté disparu ? Je me demande comment de tels individus peuvent même

êtres humains comme nous. Ce sont les mêmes personnes qui ont tué le peuple dès le début, ils l'ont divisé, ont vendu les ressources de la nation, puis l'ont assassiné de sang-froid. Je ne connais pas l'ampleur de la destruction qu'ils souhaitent accomplir, mais je me rends compte maintenant que si de nouvelles campagnes d'oppression émergent, nous devons nous soulever, renouveler notre engagement envers nos martyrs et leur résister jusqu'à notre dernier souffle.

#LaRévolutionSurvit, bande de scélérats.

S'opposer aux Forces de Soutien Rapide (RSF) n'implique pas de se ranger du côté de l'État, en particulier pour les forces qui ont prévu la trajectoire de cette guerre dès le début. Cependant, aujourd'hui, la propagande dirigée contre les forces révolutionnaires cherche à déformer et à diluer leur opposition de longue date à l'existence de cette mafia depuis sa création. Les politiques de division du Soudan, que les RSF ont accélérées de manière plus agressive que l'État lui-

même, révèlent les véritables intentions que cette institution a tenté d'imposer par la force et les coups d'État.

Je veux souligner la nature du discours des dirigeants des forces armées, comme la rhétorique dont nous avons été témoins à propos des milices nouvellement formées sous prétexte de combattre les RSF. Ces récits ont ouvert la voie à l'établissement d'une croyance particulière dans la faiblesse militaire des forces armées de l'État. Cela ouvre à son tour la porte à l'émergence de nouvelles armées et de nouveaux groupes armés. C'est la politique de la mafia de l'État, caractérisée par des discours d'une sentimentalité révoltante qui ne reflètent en rien les sacrifices du peuple soudanais.

La réconciliation avec ceux qui ont tué le peuple et leur rendre hommage – en leur donnant une tribune – ne sont pas en deçà des crimes qu'ils ont commis. Au contraire, cela renforce ces crimes et motive de nouveaux génocides. Les forces populaires doivent commencer à construire une contre-force pour combattre la propagande de la mafia RSF et de la mafia islamiste, en affrontant directement les mensonges qui s'accumulent et exacerbent les crises, dont les conséquences retombent uniquement sur le peuple.

La lutte au Soudan transcende les formes traditionnelles de résistance historique, telles que la lutte armée (via des groupes politiques militarisés) ou l'activisme civil (par la création de syndicats, les protestations et manifestations, les plaidoyers politiques). Le contexte unique du Soudan a donné lieu à diverses formes de lutte, façonnées par la nature multiforme de l'oppression [notamment via le Comité révolutionnaire, qui prennent en charge de nombreux services publics et structurent la société civile<sup>1</sup>] Cette diversité reflète la complexité du pays, même dans ses injustices. Cependant, les anarchistes se distinguent par leur examen approfondi d'un problème crucial enraciné dans la structure de la société soudanaise : le tribalisme, une force plus régressive et extrême que le nationalisme lui-même.

Depuis des décennies, les anarchistes soudanais analysent de manière critique le rôle du tribalisme et sa domination, retraçant son impact depuis les premiers jours des petits États tribaux en guerre, en passant par la dépendance de l'ère coloniale aux alliances tribales, jusqu'à son statut actuel de force motrice des conflits persistants au Soudan.

Si le tribalisme reste au cœur de la guerre en cours et de sa poursuite, les forces politiques soudanaises abordent souvent

cette question avec hésitation, contraintes soit par des liens politiques avec les tribus, soit par la peur d'affronter l'autorité tribale<sup>2</sup>.

Rassemblement Anarchiste du Soudan

Article tiré du bulletin « Al Amal / L'espoir », bilingue français / arabe, co-édité par le rassemblement anarchiste du Soudan et la CNT-AIT France. Disponible sur demande au journal ou à [contact@cnt-ait.info](mailto:contact@cnt-ait.info)

=====

Campagne de solidarité avec les anarchistes du Soudan

Notre campagne, initiée dès le début de la guerre en 2023, a déjà permis de collecter plus de 5000 euros, qui ont été transférés aux compagnons anarchistes du Soudan. Cet argent a été utilisé à des fins humanitaires (opération chirurgicale d'un compagnon grièvement blessé par balle, soutien à des initiatives en faveur des enfants et des femmes déplacés). Il a également permis au Rassemblement anarchiste de se doter d'un lieu pour se stabiliser et développer leurs activités :

« Nous avons utilisé les fonds que vous nous avez envoyés récemment pour sécuriser légalement et administrativement notre nouveau local. Le reste a été utilisé pour acheter du ciment pour sa rénovation et sa peinture. Maintenant nous travaillons avec les compagnons à la préparation de notre nouveau « quartier général ». Nous avons accompli des progrès importants et votre soutien a certainement joué un rôle clé dans ce processus. Nous avons ainsi atteint l'un des objectifs les plus importants que nous nous étions fixés, à savoir de disposer d'un endroit sûr et stable, grâce à vous et à votre soutien. Salutations à tous les compagnons de la CNT-AIT et à tous les soutiens. »

1- CF. par exemple : SOUDAN 2022 : LECONS POUR L'ANARCHISME <https://cnt-ait.info/2022/01/14/soudan-lecons>

2-Pour en savoir plus lire le texte : La tribu et l'État : Une tentative d'analyse du conflit autoritaire au Soudan d'un point de vue anarchiste <https://cnt-ait.info/2024/10/28/tribu-etat>



### L'Espoir / Al Amal #1

Al Amal / Espoir est un bimestriel bilingue (arabe / français) édité conjointement par le Rassemblement Anarchiste Soudanais, la CNT-AIT France et leurs amis. Il vise à construire des ponts entre anarchistes de différents continents, dans la continuité de la campagne de solidarité avec les anarchistes du Soudan. IL existe aussi en version arabe / anglais et arabe espagnol.

Si vous souhaitez recevoir les prochains numéros, contactez-nous : [contact@cnt-ait.info](mailto:contact@cnt-ait.info) <https://cnt-ait.info/2025/02/09/lespoir-al-amal-1>